

## «On fait face à un gouvernement plutôt têtu»

Hélène Ruel [helene.ruel@tc.tc](mailto:helene.ruel@tc.tc)

Publié le 21 mars 2017



Devant l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, l'APTS invitait ses membres et ses partisans à former un mur humain. La présidente de l'exécutif local, Véronique Neth, les porte-parole Bianca Hamel et Jaïada Provencher sont les deuxième, troisième et quatrième sur la photo. ©Photo TC Media - Hélène Ruel

**Les technologistes médicales ne perdent pas espoir d'obtenir un moratoire sur le projet Outilab, lequel vise à centraliser dans un laboratoire trifluvien une grande majorité des analyses des établissements de la Mauricie et du Centre-du-Québec. «On ne perd pas espoir même si on fait face à un gouvernement plutôt têtu», a**

**déclaré la technologiste Jaïada Provencher, porte-parole de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) pour le secteur Arthabaska-Érable.**

Encore mardi midi, devant plusieurs établissements du Québec, les membres de l'APTS et ceux qui appuient leur cause formaient un «mur humain» afin de manifester leurs appréhensions quant aux conséquences du projet Optilab.

La symbolique du mur s'adressait aussi au ministre Gaétan Barrette, les technologistes médicales lui prédisant qu'il frappera un mur avec son projet.

Reste que rien ne paraît avoir bougé depuis la dernière manifestation des technologistes. Par chacune, elles expriment leurs inquiétudes quant aux incidences de cette centralisation des analyses sur la qualité des services à la population, sur les risques encourus à promener des spécimens sur les routes, sur l'allongement des délais pour l'obtention des résultats des analyses, sur les coûts financiers et humains occasionnés par ces délais.

À long terme, elles estiment que la centralisation des analyses à Trois-Rivières finira par dégarnir complètement un laboratoire comme celui de l'Hôtel-Dieu. La technologiste médicale Bianca Hamel craint qu'à la longue, ne puissent plus avoir lieu certaines chirurgies nécessitant des analyses sur-le-champ pour guider le scalpel.

Les porte-parole répètent que l'APTS n'est pas contre le projet, mais que son trop bref échéancier le rend «dangereux».

Si elles ne perdent pas espoir d'obtenir un moratoire, c'est qu'aucun mouvement de personnel ne s'est encore annoncé à ce moment-ci, qu'une réunion devant avoir lieu le 28 mars a été reportée.

Jusqu'à maintenant, les technologistes médicales ont obtenu plusieurs appuis politiques, entre autres parce que la centralisation des analyses à Trois-Rivières entraînera la disparition de beaucoup d'emplois dans les laboratoires locaux.

Elles disent en avoir aussi de la part de médecins. Ces derniers ne prendraient pas la parole publiquement, soutiennent les représentantes de l'Alliance, parce qu'ils craignent les représailles.

La pétition que l'APTS déposera à la prochaine réunion du conseil d'administration du Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux (CIUSSS) de la Mauricie et du Centre-du-Québec comportera la signature de 70 médecins réclamant aussi un moratoire sur Optilab.